

Tunis, le 10 juillet 2023 - **L'OMCT vient de saisir le Comité contre la torture des Nations unies pour dénoncer la torture infligée à V.F, un migrant d'origine subsaharienne déportée à la frontière entre la Tunisie et la Libye le 2 juillet 2023.**

Cela fait plus de sept jours que V.F est bloqué dans la zone tampon entre la Tunisie et la Libye dans des conditions humanitaires catastrophiques, dans une chaleur intense, sans eau, sans nourriture, sans abris.

Il a été arrêté le 1^{er} juillet avec d'autres migrant.e.s subsaharien.ne.s. Il a été privé de tous ses droits procéduraux. Les agents ne l'ont pas informé des motifs de son arrestation, il n'a pas eu droit à un avocat, un interprète ni à contacter son ambassade. Il a été transféré dans plusieurs postes sécuritaires à Ben Guardane où il a été roué de coups avec une barre de fer. Il a ensuite été déporté à la frontière libyenne, sans que ne lui soit jamais notifié un quelconque arrêté d'expulsion.

Depuis, plus de 700 migrant.e.s ont été à leur tour abandonné.e.s dans la zone tampon d'où ils ne peuvent pas sortir. Frappés et menacés par des hommes libyens, l'OMCT a été informée que des forces de sécurité libyennes avaient déployé des véhicules à la frontière pour empêcher l'entrée des migrant.e.s. Côté tunisien, des personnes qui avaient essayé de repartir vers la Tunisie auraient été battues sévèrement par des agents sécuritaires tunisiens d'après les témoignages recueillis par l'OMCT.

Les conditions de vie de indignes, et notamment la privation d'eau et de nourriture, sciemment imposées par des agents de l'Etat à V.F. et autres migrants en raison de leur appartenance raciale, afin de les contraindre à quitter le territoire, sont constitutives de torture. Il

Le même phénomène se produit à la frontière algérienne où des centaines d'autres migrant.e.s ont vraisemblablement été déportés. Les personnes déportées sont visées en fonction de leur appartenance raciale, indépendamment de leur statut.

Le déferlement de haine et de violence à l'encontre des migrant.e.s subsaharien.ne.s sur fond de discours présidentiel incitant à la discrimination raciale est des plus préoccupants et laisse craindre le pire quant au nouveau projet politique que le Président de la République promet.

L'OMCT appelle les autorités tunisiennes à mettre immédiatement fin à ces violations massives et à garantir en urgence l'accès des personnes déportées à l'aide humanitaire sans aucune restriction.